

DUMONT, René avec PAQUET, Charlotte. *Misère et chômage. Libéralisme ou démocratie*. Paris, Seuil, Coll. « L'histoire immédiate », 1994, 191p.

Gérard Verna

Volume 26, numéro 1, 1995

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/703441ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/703441ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Verna, G. (1995). Compte rendu de [DUMONT, René avec PAQUET, Charlotte. *Misère et chômage. Libéralisme ou démocratie*. Paris, Seuil, Coll. « L'histoire immédiate », 1994, 191p.] *Études internationales*, 26(1), 198–200.
<https://doi.org/10.7202/703441ar>

Le second groupe traite de la modélisation en dynamique, à l'exemple de l'industrie aéronautique (Klepper), de la sidérurgie américaine (Harris), et d'une thématique «transversale», le soutien par une politique commerciale de la politique de l'emploi dans les branches de haute technologie (Ulph et Winters). Cette dernière contribution souligne à quel point la mobilité internationale des chercheurs scientifiques est déterminante.

Le dernier groupe est consacré à l'analyse empirique d'instruments spécifiques de la politique commerciale, pour lesquels il existe très peu de démonstrations factuelles : l'organisation industrielle (Rodrik), à l'exemple de la Corée et de Taiwan ; la surveillance des importations non assortie de restrictions directes (Walters).

Les articles sont le plus souvent accompagnés d'un point de vue critique présenté par un discutant. Le message général est convergent : les modèles ne suggèrent pas qu'il faille radicalement modifier l'approche de la politique commerciale, et notamment qu'il serait justifié de renforcer les interventions étatiques en ce domaine. La modélisation souffre des restrictions habituelles liées à la qualité des données empiriques et aux hypothèses *ad hoc* utilisées. Néanmoins les approches sont originales et novatrices, et vont nettement plus loin que des débats «en l'air» des avantages et inconvénients de la protection.

Marie LAVIGNE

Faculté de droit, d'économie et de gestion
Université de Pau, France

DÉVELOPPEMENT ET ASSISTANCE INTERNATIONALE

Misère et chômage. Libéralisme ou démocratie

DUMONT, René avec PAQUET, Charlotte.
Paris, Seuil, Coll. «L'histoire
immédiate», 1994, 191p.

Après sa fausse sortie de 1988, année où il publia «Un monde intolérable, le libéralisme en question», revoilà René Dumont, lutteur infatigable âgé aujourd'hui de 94 ans, mais ayant gardé ce signe incontestable de la jeunesse : une capacité d'indignation intacte ! Pourquoi revenir alors qu'il avait lui-même présenté son dernier livre comme un bilan et une conclusion ? Quel est l'élément nouveau apparu au cours des cinq dernières années qui justifie cette remobilisation du vieux lion ? Probablement une gigantesque mystification : celle consistant à confondre libéralisme et démocratie, celle consistant à nous faire croire que le libéralisme est bon parce qu'il est venu à bout d'un marxisme qui, lui, était mauvais !

Alors, tout au long d'un livre assez court mais au rythme soutenu, René Dumont, avec l'aide de Charlotte Paquet, reprend sa démonstration avec ce qu'il convient de rappels historiques.

La première partie de l'ouvrage dresse un constat : Après avoir ruiné le Sud, le libre-échange attaque le Nord, entraînant dans son sillage chômage et récession. L'auteur reprend dans les deux premiers tiers de cette partie un discours relativement classique sur les inégalités dont souffre le

Tiers-monde, discours qui ne surprendra pas ses lecteurs fidèles. Puis il tient soudain un langage nouveau en découvrant que ce Tiers-monde pour lequel il s'est tant battu s'est progressivement installé à sa porte, à Fontenay-sous-bois tout comme dans la plupart des sinistres banlieues du monde développé. Et il est intéressant de noter le rapprochement de ce vieil athée militant, fils de franc-maçon comme il le dit fièrement, avec une autre figure tout aussi étonnante : l'abbé Pierre. Et de les voir lutter ensemble en France contre la clocharisation d'une part croissante de la population, bien mieux que n'importe quel discours, nous interpelle fortement sur les conséquences réelles des choix (ou absences de choix?) de politique économique de nos gouvernants au cours des dernières années.

Mais bien sûr, les questions qu'il pose, faussement naïves, suppose l'acceptation d'un système de valeur qui a de moins en moins cours dans nos sociétés. Exemple : Pourquoi y a-t-il autant de sans-abri alors que, à New-York, 20 % des bureaux construits ces cinq dernières années sont vides, vont le rester, et pourraient être transformés à peu de frais ; alors qu'à Paris plusieurs dizaines, voire centaines, de milliers de logements sont inoccupés (leurs propriétaires craignant d'en perdre le contrôle s'ils y laissent entrer des locataires insolvables) ; alors qu'à Londres tout le quartier de Docks reste presque désert, etc.

René Dumont conclut cette première partie en ces termes : « Si nous avons essayé ici de montrer toute la responsabilité, tous les dangers du libéralisme économique, nous recon-

naissons (volontiers) que le capitalisme présente des aspects positifs et facilite la gestion des problèmes économiques courants ... Mais il n'est jamais parvenu à partager correctement ni le travail nécessaire, ni les revenus qui en découlent. Il va nous falloir, sur ces deux problèmes au moins, rechercher par étapes, par corrections et essais successifs, d'autres solutions. »

Et c'est ainsi que la seconde partie s'intitule : « Repenser les rapports entre économie et politique ». Alors qu'au début du 18^e siècle, le revenu moyen des plus riches de la planète était environ 2 à 3 fois plus grand que le revenu moyen des plus pauvres, on estime aujourd'hui que le rapport entre le revenu moyen du milliard de personnes les plus riches et le milliard de personnes les plus pauvres est de 150 ! Il faut évidemment réagir car, comme le dit justement René Dumont : « Si ce n'est pas par généreuse éthique, que ce soit par intérêt : l'actualité nous démontre tous les jours que le dénuement des uns finit toujours par menacer la sécurité des autres. »

Le programme que propose alors l'auteur s'articule autour des axes suivants :

- En finir avec la prééminence de l'économie sur le social, l'écologie et le politique, ou de la primauté du spéculateur sur le chômeur ;
- Rechercher une véritable solidarité Nord-Sud, privilégiant l'agriculture, refusant l'échange inégal et améliorant le village pour éviter la catastrophe de l'urbanisation sauvage ;
- Promouvoir une démocratie écologique instituant des économies

d'énergie et un impôt sur les énergies polluantes, réhabilitant le chemin de fer au détriment de l'automobile ;

- Lutter pour que les droits de l'homme soient une réalité pour tous, sans exclusive, c'est-à-dire loin des intégrismes ou de l'extrême pauvreté ;
- Enfin, tenter de mieux répartir le travail, seule façon de lutter contre la pauvreté et pour la dignité.

Vaste programme, s'il en fut. Et pourtant, n'est-ce pas un économiste justement, Fredrich von Hayek qui disait, en substance, qu'il faut toujours avoir une utopie de rechange car, lorsque survient la catastrophe, l'utopie s'impose alors comme la seule alternative réaliste.

Gérard VERNA

Département de management
Université Laval, Québec

Sciences sociales et développement

GUICHAOUA, André, GOUSSAULT, Yves.
Paris, Armand Colin, 1993, 192p.

Le sujet est ambitieux et les auteurs se proposent de le couvrir en 190 pages. Il semble que l'expérience soit concluante, nous imposant une lecture détaillée de la première à la dernière page.

Guichaoua et Goussault partent du terme développement en indiquant les points de repère en sciences sociales sur la genèse, les théories et les courants de pensée qui interviennent à l'intérieur de ce thème. La plupart des acteurs de premier plan sont présentés, et les résumés des notions essentielles apparaissent fort utiles tant

pour l'étudiant que pour l'initié. Le second chapitre tout en adoptant la même présentation se veut une critique des modèles, des théories d'origine universitaire. On note, dans les années 1970, une prise en charge du développement par les organismes internationaux de coopération et de développement. «Ceux-ci deviennent *de facto* les éléments moteurs de la recherche qu'ils financent et orientent.» (p. 44) C'est à cette époque que l'on parlera de la «crise des sciences sociales du développement». Les auteurs mentionnent avec raison les difficultés du «terrain de recherche». Cette contrainte est une des raisons qui expliqueraient l'émergence du «social engineering». Mais ce clivage entre ceux qui s'appuient sur les modèles et ceux qui mettent en avant la démarche empirique est dépassé par le recours à la recherche - développement (principalement agronomique) et à la recherche-action de terrain (surtout sociologique). Cependant, il se peut que la distance entre méthodes et préoccupations soit reliée à une question d'échelle : développement local *versus* société dans leur globalité. Pour dépasser ce problème, les auteurs traitent dans le chapitre 4 des «méta-analyses» du social c'est-à-dire de l'analyse des documents, discours produits par les acteurs dans le sens large du terme. Guichaoua et Goussault avancent que la capacité analytique de ces outils est toujours déterminée par les cadres théorico-idéologiques préétablis (p. 61). Dès lors, ils tentent d'analyser la littérature, le cinéma, les arts tout aussi bien que la photographie, la religion en rejetant les formulations occidentales pour adopter à la place les paradigmes autochtones. Le chapitre